Djihadistes “français” : «L’administration française assure un soutien financier aux familles»

31/03/2014 à 17h03
Paris-Match n°3384 – Du 27 mars au 2 avril 2014 – page 57

> *“On paie les loyers, la scolarité des petits. C’est une question de principe”*

Voir passage surligné ci-dessous. Cliquer pour agrandir.

DJIHAD
LA RÉPONSE FRANÇAISE

Avec 500 à 700 combattants, il s'agit du plus gros djihad auquel aient jamais pris part des Français. Lundi 24 mars, l'Elysée a annoncé à l'improviste le lancement d'un plan de lutte contre les filières syriennes et contre la « radicalisation violente » des djihadistes. Pour l'instant, on remarque sur les comptes Facebook et sur les vidéos YouTube que les djihadistes en herbe se gaussent de la police française, qu'ils estiment débordée par le phénomène. Beaucoup suspectent même les services de renseignement de fermer les yeux sur les départs, trop contents de voir de potentiels extrémistes quitter le territoire français. « Pourquoi craindre la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) alors qu'il faut craindre le regard d'Allah ? » résume l'un d'eux sur sa page Facebook. Sous couvert d'anonymat, un haut responsable du renseignement admet que les autorités françaises se trouvent dépassées face au nombre de cas à surveiller, d'autant que l'embrigadement peut être très rapide sur Internet. Mais il affirme aussi que les services de renseignement savent surveiller à distance les combattants : « Les Français, comme les Algériens, ont mauvaise réputation dans les cercles djihadistes parce qu'on les suspecte d'être infiltrés. Et c'est plutôt vrai. » C'est pour cette raison, assure-t-il, que tant de jeunes djihadistes français serviraient de chair à canon ou seraient confinés dans des rôles subalternes. Vu les dangers de la guerre en Syrie, les espions ne sont jamais des agents employés des services, mais bien d'authentiques postulants au djihad que les officiers du renseignement ont « retournés ». Un jeu très risqué. « Sur dix bonshommes, peut-être que deux vont s'en sortir », glisse le responsable, fataliste. Pour les autres, détectés ou tués au combat, l'administration française assure un soutien financier aux familles. « On paie les loyers, la scolarité des petits… C'est une question de principe. » Pour éviter les infiltrations, les djihadistes en Syrie ont leur propre technique, la « tazkiya » ou recommandation : pour être intégré, un nouveau venu doit normalement être déjà connu d'un combattant qui se porte garant. Pour les autres, de sévères interrogatoires ont d'abord lieu. Dans la katiba française d'Oumar Diaby, c'est Mourad le Savoyard qui s'en est longtemps chargé. ■

Alfred de Montesquiou



Ayoub, 15 ans, et l'adolescent de 14 ans surnommé Hakim photographiés ici en Syrie par le recruteur d'Al-Qaïda Mourad Hadji. Tous deux ont été rapatriés avant leurs premiers entraînements.